

tout va bien

tout va bien



tout va bien

tout va bien

POLITIQUE AGRICOLE :

QUI SÈME LE VENT RÉCOLTE LA TEMPÊTE

DOCUMENT : VERBOIS NUCLÉAIRE C'EST PARTI...

■ L'image de la paysannerie suisse est en train de se modifier sensiblement. Il n'y a pas si longtemps que les paysans passaient pour être le pilier conservateur du gouvernement helvétique. C'est peut-être encore le cas si l'on ne considère que leurs bulletins de vote. Mais par ailleurs, les journaux s'inquiètent de la "radicalisation" des paysans. Déjà on crie par-ci par-là au gauchiste. Les paysans seraient-ils prêts à transgresser la légalité ? La combativité dont ils ont fait preuve durant l'année écoulée a en tout cas étonné bien des gens.

En ville, on ne comprend en général que peu de choses au "matin paysan". On sait en gros que les paysans réclament des augmentations des prix agricoles. Ça fait peur aux ménagères, car le bifteck est déjà un luxe et le veau est bientôt improvable. Bien des forces politiques, des indépendants (donc, la Migros) aux socialistes, jouent volontiers l'opposition entre les paysans et les consommateurs, sans distinction du type de paysans, sans souffler mot du rôle des intermédiaires.

Nous avons cherché à rencontrer des paysans pour qu'ils parlent de leurs problèmes. Mais quels paysans ? Ce n'est pas cette minorité aux fermes coossues et riches qui a forgé l'image du paysan à la Mercedes qui nous intéressait. On cherchait ceux qui s'étaient battus, ceux qui avaient participé à la manifestation de Berne, aux Marchés Libres. On en a trouvé, dans le canton de Fribourg surtout et dans le Nord vaudois. C'étaient en général des paysans moyens, travaillant environ 15 hectares de terre. Bien sûr, les discussions que nous avons eues ne donnent pas une image de l'ensemble de la paysannerie suisse, mais plutôt un aperçu de la condition d'une catégorie de paysans vivant jour après jour dans des difficultés qui sont les conséquences directes de cette fameuse reconversion de l'agriculture suisse dont parlent les rapports gouvernementaux des technocrates, catégorie qui n'est pas du tout limitée à ces régions ■

POLITIQUE AGRICOLE:

Quelque chose ne joue plus

● "Ça devient toujours plus dur. On travaille toujours plus d'heures et on ne s'en met pas mieux, au contraire, on s'enfoncé, on s'endette encore plus. Combien sont obligés de liquider... C'est terrible, on boase et c'est toujours pire. Les surfaces des exploitations considérées comme viables sont toujours plus grandes, d'abord c'était 3 hectares, puis 10, maintenant l'Union suisse des paysans ne prend plus en considération les exploitations de moins de 14 hectares pour établir la moyenne des revenus paysans, sur laquelle elle se base pour élaborer les recommandations des prix. Ça va mal finir, ça finira en catastrophe. Les jeunes sont obligés de quitter la terre. Nous, les paysans, nous ne sommes pas la cinquième roue du char mais la dixième. Seulement voyez vous, le monde paysan a du mal à respirer. On travaille pres-

que jour et nuit, on est endetté, on a des impôts en retard. Alors on ne peut rien dire, on a le bec cloué. Mais il y a quand même une solidarité qui naît. C'est faver, on s'est bien battu, et ce n'est pas fini. On ne se laisse plus deviner, ils s'avaient que tous les moyens. On sent tout ce quelque chose ne joue plus pour nous, mais pourquoi on ne sait pas expliquer pourquoi".

Le ton se relève entre la révolte et la résignation. Mais les thèmes qui apparaissent sont toujours les mêmes: l'endettement, le poids des intérêts, le problème du partage, le prix de la terre, les intermédiaires, les tracts et le pillage qu'ils organisent, le manque de main d'œuvre, les interminables journées de travail, les frais de production toujours accrus.

La corde au cou

On sent comme une pesanteur quand les

paysans parlent de leur endettement. On devine un peu toutes les tragédies que ce problème a déjà entraînées dans les campagnes. Tout le monde a des voisins, des amis, des parents qui ont lutté des années et des années, la corde au cou, et qui ont fini par liquider. Tout le monde a de lourds intérêts à payer, année après année, et quand on a enfin amorcé la dette, il faut de nouveau emprunter.

"Souvent on se demande qui est propriétaire, si c'est nous ou la banque. Le paysan qui s'est un peu modernisé n'est propriétaire que de ses dettes".

Par sa dépendance à l'égard des prêteurs, le paysan perd de plus en plus sa condition d'indépendant. L'endettement moyen en Suisse est de 10.000 francs par hectare. L'oppression est totale. Tout va dans ce sens: le régime foncier, les partages, la politique des banques, des intermédiaires, les prix agr-



FOTOLIE, Armand Dérais

QUI SEME LE VENT RECOLTE LA TEMPÊTE

coles, etc. La liquidation des plus faibles sera présentée comme une sorte de sélection prétendument naturelle: celui-ci n'a pas eu beaucoup de chance, tel autre ne s'est pas bien débrouillé, le troisième aurait dû... Pourtant, toutes ces difficultés apparaissent de plus en plus clairement comme les conséquences d'une politique délibérément sélective tendant à rationaliser l'agriculture, c'est-à-dire à adapter ses structures, encore largement pré-capitalistes, aux exigences d'une société capitaliste, par la spécialisation de la production, la mécanisation, l'augmentation des surfaces donc aussi la diminution du nombre des exploitations. Cette politique a pour effet d'accélérer l'exode rural, qui fournit de la main-d'œuvre aux industries (mais pas trop vite pour éviter le désordre social) tout en faisant passer les paysans qui quittent la terre pour des incapables ou des inutiles.

L'obsession de s'agrandir

Pour un paysan disposant d'une exploitation moyenne, le processus se présente à peu près de la manière suivante: un fils de la famille reprend l'exploitation. Il est alors obligé de contracter de lourdes dettes, car on considère le domaine comme une fortune à partager entre les enfants. Celui qui reste est donc obligé de payer ceux qui partent, ce qui revient à dire qu'à chaque génération, la terre doit être rachetée par celui qui la travaille. Mais non pas à sa valeur agricole sinon à sa valeur vénale!

Le prix de la terre ne cesse d'augmenter et n'est nullement contrôlé par les agriculteurs. Il relève de nombreux critères étrangers à la profession: spéculation, valeur refuge, changement de destination du terrain... La valeur vénale monte sous l'influence des puissances financières et industrielles et de

l'armée qui l'achètent au prix fort. Parce que la terre est le support de l'activité de production, les paysans sont trop souvent obligés de l'acheter, mais combien s'essouffent pour la rembourser...

Il se produit ainsi une véritable saignée de la campagne, l'argent partant vers les villes. Entre-temps, les banques se frottent les mains et augmentent les taux hypothécaires. Le paysan moyen travaille une grande partie de sa vie pour diminuer un peu sa dette.

L'amortissement et l'énorme charge des intérêts l'obligent à augmenter son rendement. Il faut produire plus, c'est-à-dire mécaniser, acheter plus de machines, augmenter la surface de l'exploitation, soit par le fermage, soit par l'achat, pour améliorer la productivité. Les plus petits n'arrivent pas à rationaliser, car ils ne peuvent pas se permettre d'investir.

"Il y en a qui sont tellement endettés que s'ils liquident et que la banque reprend, ils ne reçoivent plus un centime. Avant l'aménagement des territoires, on avait eu la chance de s'en sortir, en vendant de petites parcelles pour des villas, en permettant de refaire la maison ou d'acheter un tracteur. Maintenant, avec le zoning, ce n'est plus possible, alors il y en a qui doivent lâcher et c'est les gros industriels et les banques qui viennent acheter."

"On a une vraie obsession de s'agrandir. Maintenant ils ont lancé ce slogan et font s'agrandir, sinon un vrai élan. C'est une véritable faim de s'agrandir. Les gens disent qu'il faut profiter de toutes les occasions. Alors on s'agrandit, on se coupe du gaz et on n'arrive plus à donner le carbur, ce de nos jours, on ne peut plus payer du personnel. On travaille de plus en plus, tellement qu'on n'a plus le temps de réfléchir à rien. Oh, mais c'est dès l'école qu'ils disent aux gamins que les petits arriveront plus... et ne parlons pas des écoles d'agriculture, ils leur bourrent la tête avec des chiffres. Nos parents en sortent avec des théories à la Mannheim."

Ainsi, le régime foncier actuel et le processus de rationalisation et de concentration des exploitations permet aux banques de contrôler une partie importante de l'agriculture suisse, et ce sont elles qui encassent la route foncière sous la forme d'intérêts hypothécaires. Ce n'est pas un hasard si l'organe mensuel de la Société de Banque Suisse *Le Mois* [1] se préoccupe largement de politique agricole.

On ne prête qu'aux riches

Il existe bien sûr des subventions destinées à la rationalisation des exploitations. Mais que de barrières à franchir ! Des obstacles d'ordre bureaucratique : certains paysans devront attendre jusqu'en 1977 pour toucher des fonds, d'ordre politique : il vaut mieux être bien vu par les notables de l'Union suisse des paysans et par leurs notables qui arguent dans les commissions d'attribution des fonds, d'ordre économique enfin : c'est bien connu, "on ne prête qu'aux riches" pour toucher des sous, il faut déjà avoir de sérieuses garanties sur la rentabilité de son exploitation... "et ceux qui ont la chance de recevoir quelque chose doivent se tenir".

La course au rendement et le poison

Un autre aspect de cette course au rendement, c'est l'utilisation de plus en plus massive d'engrais chimiques. Ces poisons augmentent le rendement. Mais ce qu'on ne dit jamais, c'est que l'utilisation de ces produits chimiques - en plus du danger qu'ils représentent pour la santé du paysan et des consommateurs - entraînent un véritable cercle vicieux : chaque année il faut en mettre un peu plus pour obtenir les mêmes résultats. "Bien sûr, on fait en fait nos terres, mais on ne peut plus faire autrement... Faut bien sortir notre rendement. Au fond, il faut laisser la terre se reposer de temps à autre, pratiquer la jachère. Mais on ne peut pas se le permettre. Les terres coûtent trop cher pour ça, faut qu'elles rendent". Les re-

présentants de Ciba-Geigy font bien leur boulot...

On n'a plus le temps de réfléchir

Logiquement, les investissements, la mécanisation devraient diminuer le temps de travail tout en permettant un revenu correct. En fait, la nécessité de parvenir à une production accrue pour disposer d'un revenu comparable annule les effets de la mécanisation. "Plus on investit, plus on travaille". Tous, il était de ces journées de travail toujours plus longues. Il y a quelques années encore, beaucoup d'entre eux avaient des ouvriers agricoles. Maintenant c'est fini, il n'y a que les grands qui peuvent les payer. Dans la ferme, les hommes s'occupent en général des cultures et du bétail, les femmes du ménage, du jardin potager, de la comptabilité. En été, les journées commencent à 5 heures du matin, et souvent ne finissent qu'au crépuscule. La semaine de 5 jours n'existe pas, ni les trois semaines de vacances payées... C'est vrai, ce n'est pas l'homme, le travail à la chaîne, mais l'image un peu idyllique de la vie paysanne s'éloigne. "Faites-le un peu, des heures et des heures sur un tracteur à vous faire empoisonner par les engrais qu'on est obligé de mêler... D'ailleurs, il n'y a qu'à voir, on a tous la santé foutue. Tous paysans sur quatre sont malades. Et on n'a pas le temps de se faire soigner. Ne parlons pas des accidents. Quand c'est sérieux, il ne reste plus qu'à vendre".

"On travaille tellement qu'on ne peut plus rien faire d'autre, et c'est grave, car on ne peut plus accepter de responsabilités dans les organisations paysannes. C'est pas pour rien, qu'elles sont contrôlées par les gros ou les notables. Après, c'est eux qui décident de la politique à suivre, c'est eux qui distribuent les subventions..."



FOTOLIB. Armand Bénévise.

Le revenu réel baisse

Le revenu de cette catégorie de paysans diminue. Les prix agricoles sont loin de suivre l'inflation. "On nous oblige à courir après les prix. C'est le gouvernement qui les fixe en fonction des intérêts du grand commerce import-export et de l'industrie. De toute façon, nos pontifes à Berne prennent un arrêté et nous, on a tout juste le droit de regarder et de se lécher".

Défilé mai, le Conseil fédéral a décidé d'augmenter les prix agricoles. C'était en réponse aux pressions des luttes paysannes de l'hiver. Le tapage publicitaire autour de ces mesures fut bien orchestré, alors que ces augmentations ne compensent pas l'augmentation du coût de la vie. Les coûts de production montent de façon vertigineuse. Avec l'économie paysanne est de moins en moins autarcique. Elle est intégrée dans les circuits industriels. "Autrefois, nous n'achetions que peu de choses à l'étranger. Maintenant nous dépendons de plus en plus de la grande industrie et nous avons besoin de gros roulements d'argent. Pour obtenir le même revenu, nous devons produire plus, ce qui exige beaucoup plus d'engrais, de foin, de machines... Or, le prix de tout ce que nous achetons sur le marché n'est-il pas décidé plus en fonction des intérêts industriels que des besoins des paysans ?"

La concentration des fournisseurs industriels leur permet de dominer le secteur de l'approvisionnement, d'imposer le prix fort et de diminuer les services.

Les pressions des trusts alimentaires

Mais les fournisseurs ne sont pas les seuls requis en cette affaire. Les grandes chaînes de distribution font un besoin tout aussi efficace. Ainsi, Migros, Denner et Cie font

tout pour maintenir les prix agricoles aussi bas que possible, ce qui ne les rend pas particulièrement sympathiques aux yeux des paysans. On comprend la réaction de ces derniers aux propos scandalisés de Pierre Arnold, directeur de la Migros, affirmant que leur situation était excellente : 500 paysans lui ont répondu en boycottant le centre Optiparc à Cheselles, contrôlé par la Migros.

Ces chaînes de distribution exercent leurs pressions au niveau gouvernemental et par ailleurs ont une influence considérable sur la fluctuation des prix en important des quantités considérables de produits alimentaires de l'étranger. De plus, ces trusts commencent à faire une concurrence directe aux paysans en montant des entreprises industrielles dans certains secteurs de production traditionnellement paysans, tels que les pains, les poulet, les oeufs, etc.

"Le prix des oeufs n'a pas augmenté de puis 1955, il a même diminué. Le prix de l'aliment, lui, a doublé, voire triple pendant la même période. Comment voulez vous faire de l'élevage de poules qui courent sur le foin aux prix actuels ? On ne s'en sort qu'avec un élevage en batterie, mais ils sont siroirement contingentes. J'ai renoncé à élever des poules pour vendre des oeufs. Le prix des oeufs, c'était l'argent de poche de la paysanne !"

Les trusts alimentaires provoquent ainsi une tendance vers la spécialisation de plus en plus poussée de la production agricole : ils cherchent à contrôler directement la production qu'on peut industrialiser. En d'autres termes, le capitalisme, au travers de l'industrie agro-alimentaire, fait passer l'agriculteur d'une situation de producteur autrefois autarcique à une situation d'agriculteur obligé de se plier aux contraintes du capital et des entreprises industrielles.

De gros préjugés anti-rouges

"Vous savez, on est arrivé à une extrémité dans la situation paysanne. Ça ne peut plus continuer. Il y aura une crise. Quelque chose va se passer".

"Assés, les paysans gloulaient contre les consommateurs. Maintenant, on commence à comprendre qu'elles aussi sont conditionnées. Il y en a qui ont compris que si l'on veut arriver à quelque chose, il faut construire une solidarité entre les ouvriers et les paysans. C'est le capital qui les divise. C'est contre l'économie du profit qu'il faut se battre !"

Des propos aussi clairs, qui se situent dans une perspective politique anticapitaliste, sont de moins en moins rares, surtout parmi les jeunes. Il y a encore quelques années, on s'imaginait gère de telles formules dans la bouche d'un paysan. Les luttes de cette année ont radicalisé bien des petits et moyens paysans. Certains ont par exemple adhéré au Comité populaire Boule de Neige dans la région de Cossonay-Penthaz. D'autres, très rares, sont membres du Parti socialiste.

"Quand je suis entré au Parti socialiste, j'étais isolé, on m'a attaqué personnellement, dans les journaux. Même si je ne suis plus

tollement d'accord avec le parti parce qu'il n'est pas assez anticapitaliste, pour le moment j'y reste, car si j'allais au Parti communiste ou dans un groupe, je serais peut-être plus en accord avec moi-même, mais je ne serais pas efficace. Les préjugés anti-rouges sont trop forts chez les paysans. Les campagnes anti-poulaillers sont très bien orchestrées par les grands pontifes et par nos notables".

Pourtant seule une minorité est consciente du prolongement politique de ses problèmes. La plupart associent encore la gauche au communisme stalinien qui, en URSS, a exterminé des milliers de paysans et a réduit les autres au fonctionariat. Malgré leur révolte, malgré la radicalité de certaines actions, leurs propos politiques restent d'une grande ambiguïté. Ils cherchent des lieux émissaires qui sont par exemple la jachère de fonctionnaires ou... eh oui, les étrangers. Beaucoup d'entre eux gonflent les rangs des partis conservateurs, agrariens qui, eux, s'efforcent de battre leurs instincts les plus réactionnaires de patrons qui méprisent les ouvriers et sont foncièrement anti-communistes. Ces paysans-là parlent avec un brin

de mépris des ouvriers : "Ils s'ont par conséquent de ce qui se passe. Ils vivent dans leur bulle à allumettes. Ils font leur 8-12 et 14-18 heures, le week-end c'est le pigeon-nique puis c'est fini. Ils croquent à nos marchés libres que parce que c'est meilleur marché, le reste ils s'en frottent. Fallait les voir se jeter sur le marchandage, comme des sauteurs. Il n'y a pas de solidarité ouvrière, d'ailleurs les socialistes c'est encore les plus maladroites".

Le potentiel de révolte accumulé à la campagne est considérable. Mais pour l'instant, il manque une perspective politique basée à un mouvement qui se fonde sur une base encore essentiellement corporatiste. L'emprise des organisations bourgeoises et réactionnaires dans le milieu paysan reste forte. Mais pour la première fois, toute une frange a compris que l'ennemi des travailleurs de la campagne et des travailleurs de la ville est le même. Ils combattent la société capitaliste basée sur le profit, et ceux qui la font : les banques, Migros, Nestlé, Ciba-Geigy...

[1] *Le Mois* économique et financier, No. 1174, 506/66 de Banque Suisse.



FOTOLIB. Armand Bénévise.

ORGANISATIONS PAYSANNES

DES BUREAUX LOIN DES CHAMPS

● L'Union suisse des paysans, qui est censée être un organisme de défense des paysans, est en fait devenue le porte-parole du Conseil fédéral et de la Direction fédérale de l'agriculture auprès des paysans. Avec la variante que l'USP ne représente plus rien, cette opinion est très répandue dans les campagnes romandes.

C'est "une institution qui ressemble au grand tout à un office de statistiques au lieu d'être un instrument de combat", écrivait aussi il y a deux ans, au moment du 75ème anniversaire de l'USP, le chroniqueur agricole d'un quotidien vaudois. Et pourtant l'USP, avec ses dizaines de permanents à Brugg (son siège central) et dans les cantons, est l'appareil paysan le plus puissant et le mieux organisé d'Europe, du monde peut-être.

Alors ? A l'USP comme ailleurs, le paysan est victime de ses conditions de travail : il n'a pas le temps de lire, de s'informer, de s'organiser, si bien que les rouages de ses organisations sont maintenant exclusivement aux mains des notables, des politiciens, des technocrates et des paysans les plus favorisés, qui peuvent en outre s'arroger le droit de représenter la paysannerie au niveau politique, dans les partis ou aux Chambres fédérales.

Le même danger guette d'ailleurs aussi l'Union des producteurs suisses, qui a été à la pointe de la revendication paysanne ces dernières années, et cela malgré sa volonté affichée d'éviter une bureaucratisation à laquelle elle n'échappait cependant plus tout à fait, au moins au niveau de son comité directeur, où les vrais paysans sont une minorité qui n'ont plus rien à dire dans les décisions.

Il est symptomatique par exemple que la trêve décriée par la tête de l'USP dans la récente affaire des contrôles de qualité du lait (dans un souci notamment de se concilier l'avis avancé des paysans allemands, plus réticents face aux actions illégales) ait été très mal prise à la base. A Fribourg, le village d'Echarlens a même poursuivi le boycott du contrôle des échantillons, jusqu'au moment où il a dû céder la case au chantage au versement des primes de production exercé par l'USP.

Un autre indice du débordement de l'USP par sa base peut aussi être trouvé dans la différence de ton entre les discours des dirigeants et les banderoles déployées par les paysans lors de la manifestation de Berne du 15 novembre dernier. Sur la quinzième de membres du Comité directeur de l'USP, une minorité seulement est composée de paysans actifs : *"On ne peut plus durer", a proclamé le Comité cantonal fribourgeois dans une lettre au Comité directeur.*



L'USP : "Des paysans surorganisés"

L'USP n'est que le faité d'un appareil aux rouages innombrables qui encadre et régit le paysan dans les moindres détails de ses activités et de ses productions : à travers la septantaine de sections de l'Union, plus de 20.000 associations, sociétés, fédérations, chambres d'agriculture, coopératives, syndicats agricoles, caisses de prévoyance de tout le pays sont rattachées à l'USP à divers niveaux : communal, cantonal, régional ou national; écoulement des différents types de production, achat du matériel et des produits, prévoyance, assurances, formation, aménagement du territoire et améliorations foncières.

"Les paysans suisses sont surorganisés", nous dit-on. "Cela n'est pas toujours néfaste d'ailleurs, et le système d'écoulement de la production est valable, le paysan est assuré de pouvoir vendre, n'a pas le souci de la prise en charge, comme en France par exemple. Cela n'est pas contesté, même pas par l'USP; c'est bien plutôt au niveau des prix auxquels cet écoulement est assuré que se situe le problème."

Pourtant le paysan a le sentiment, justifié, de ne plus maîtriser ce puissant appareil. "Prenez l'exemple de la CBV (Coopérative suisse pour l'approvisionnement en bétail de boucherie et en viande) : aucune importation de viande ne peut se faire sans son accord. C'est un problème crucial pour les bouchers, mais les paysans n'ont plus rien à y dire. Son comité comprend des représentants de la Migros, de la Coop, des Vilex, des importateurs, et deux paysans, dont un qui s'est enrichi et

qui ne travaille plus la terre depuis 25 ans".

De même à la tête de l'USP : beaucoup des quelque 150 membres du Comité directeur et du Comité élargi ne sont pas (ou plus) paysans. Problème semblable pour les délégués (l'Assemblée des délégués est l'organe suprême de l'USP qui se réunit tous les deux ans pour déterminer sa politique générale), plus par les notables des Comités de section ou par les hommes politiques des Comités cantonnals. "Prenez donc Juri (René Juri, ingénieur agronome, directeur de l'USP et Secrétaire agricole suisse) il est aussi membre du Conseil d'administration de la Banque nationale suisse ! Alors que la dette paysanne est de 10 milliards..."

"Au départ, c'était vraiment syndicaliste, puis c'est devenu commercial : prenez l'exemple des fédérations de syndicats agricoles, dont le but est de vendre aux paysans les machines, les engrais, les autres produits à des prix avantageux et de lui acheter sa production. En bien aujourd'hui, il n'y a plus de différence avec les prix du commerce. Le bénéfice ne revient plus aux paysans mais aux fonds de pension. Voyez ce Piler, à Fribourg, qui est aussi membre du Conseil d'administration de Migros-Neuchâtel..."

En décembre, on inaugure en grande pompe le nouveau centre commercial Migros d'Avry-sur-Matran, près de Fribourg : "Voir tous ces représentants officiels, ces bonzes paysans parader à Avry aux côtés des responsables de la Migros, alors que celle-ci est tellement détestée dans la région... pas étonnant ensuite qu'on s'attaque à elle..."

Mais une des forces de l'USP est que ses membres le sont automatiquement : les col-

lections de chaque paysan sont déduites des diverses primes qu'il touche. En effet, tout l'argent de la Confédération destiné aux paysans passe par l'USP, qui touche sa dîme au passage. Ce système permet à l'Union de disposer de fonds confortables et surtout de continuer à s'affirmer comme porte-parole de toute la paysannerie suisse.

L'USP : "Une référence vivante"

Cependant cette prééminence, malgré le mécontentement sporadique et croissant de la base, n'a que peu été battue en brèche ces dernières décennies : outre la rupture avec le mouvement jeune-paysan dans les années d'avant-guerre, le seul élément marquant d'opposition à la politique légitime et au confort même officiel de l'USP est le développement, en Suisse romande surtout, d'une tendance plus dure qui s'est regroupée en 1951, le 22 avril au Buffet de la gare de Lausanne, en une Union des producteurs suisses. Des organisations cantonales (des viticulteurs notamment, touchés par la marée de vin algérien qui a surgi sur le marché après la guerre) étaient nées au cours des années précédentes, un peu partout en même temps en Romandie, tout naturellement pour reprendre la lutte abandonnée par l'USP.

Aujourd'hui, l'USP rassemble environ 6000 membres, mais son influence réelle est beaucoup plus large, surtout dans les régions intermédiaires (culture de collines, entre celles de plaine et de montagne), où elle recueille l'adhésion de la masse des paysans, et surtout dans les moments de crise. Elle entretient des contacts avec les *Bauernvereine* allemands, fondés il y a quatre ou cinq ans, et romands et allemands se retrouvent notamment à travers un Comité national de défense paysanne. Mais les comités allemands sont encore très conservateurs. Ils ont toléré de la part des Romands la marche sur Berne en novembre, mais l'ont, dans la plupart des cas, saboté au niveau de leur propre mobilisation.

Interrogé par Boule de Neige⁽¹⁾ un militant de l'USP explique le pourquoi de cette organisation et son fonctionnement : "Je pense que la création d'un mouvement parallèle à l'Union suisse des paysans était nécessaire. L'USP est dirigée essentiellement par le haut et regroupe dans son ensemble une catégorie de paysans très favorisés qui sont les hommes de confiance du gouvernement. C'est pour cela que l'opposition de l'Union des producteurs suisses fut nécessaire. L'USP, actuellement, devient une référence de plus en plus vaine face aux problèmes de l'agriculture; ce syndicat s'ouvre surtout aux jeunes paysans et à tous ceux qui veulent défendre leur outil de travail qui est la terre et qui doit rester : la terre est l'outil de travail du paysan et non une valeur spéculative entre les mains des grands propriétaires ou des grands trusts. Pour pouvoir regrouper de plus en plus de paysans, pour qu'ils puissent s'exprimer et comprendre aussi les problèmes de chacun, il faut une meilleure information; créer des contacts permanents entre les paysans et ceux d'entre eux qui ont décidé de faire un travail sérieux. Dans mon village, j'ai réussi à réunir sept à huit gens qui ont participé à ces derni-



res manifestations. L'agitation de ces derniers mois favorise les contacts et facilite les regroupements; de ces réunions, qui sont passagères actuellement, mais qui, petit à petit, peuvent devenir permanentes, sortent une foule d'idées qui vont gonfler le cahier des revendications du syndicat. Le syndicat alors représente un meilleur échantillonnage des opinions agricoles; il s'affirme par le bas et sa ligne de conduite est d'autant plus renforcée. Il ne pourra pas devenir comme l'Union suisse des paysans qui donne des ordres seulement par la tête sans s'occuper de la base."

Une base encore plus radicale

Cependant, tout en saluant l'USP comme la seule organisation regroupant de nombreux paysans décidés à lutter, tout en soulignant que son appareil est élu démocratiquement et qu'elle a une grande liberté par rapport aux grandes sociétés et à l'Etat, dont elle ne touche aucun subside (au contraire de l'USP), il faut admettre que tout n'est pas clair dans la politique de l'USP. Nous avons vu plus haut l'écart qui se dessine entre la base et la direction à l'occasion d'actions radicales. Il faut aussi noter que l'USP, qui se défend volontiers de faire de la politique et qui se définit elle-même comme une "communauté de défense et de promotion de la profession agricole", a encore un style très corporatiste et une attitude très défensive et réactive face au reste de la société.

Aussi les grands principes qu'elle défend : maintien du plus grand nombre possible d'exploitations agricoles capables de faire vivre une famille, revenu et conditions sociales équivalents aux autres catégories de l'économie suisse, sont-ils souvent appliqués "à la petite semaine", plus en vertu d'une opposition aux autres couches sociales que selon une ligne politique précise.

Pour appuyer ses revendications, notamment en matière de prix, l'USP a adopté une politique plus dure que l'USP et n'hésite pas, à certains moments, d'endosser la responsabilité de coups de rat. Mais sa base va encore plus loin et les diverses sections de l'USP ont dû se désolidariser publiquement au cours de ces derniers mois de certains actes de sabotage, manifestement inspirés par la colère des paysans.

Après avoir lancé le boycott du nouveau

système de contrôle du lait, l'USP a décrié une trêve qui n'a pas été acceptée par tous, et certains milieux paysans se préparent à toute éventualité, quels que soient les mots d'ordre futurs de l'Union des producteurs : "Pour le moment, on ne trouve plus de germes dans le lait, pour faire accepter le système aux paysans. Mais quand tout sera mis en place, on 'retrouvera' des germes, d'autant plus qu'ils prolifèrent plus on stérilise, en raison de la chaleur des sanctions seront prises, et les bagarres risquent de recommencer. Ici, dans la région (Fribourg), tout est prêt pour passer à l'action dès qu'il y aura des sanctions."

Dans la prohibition des marchés libres aussi, au début de cette année, l'USP n'a généralement pas pris l'initiative : "elle a laissé faire, les a cautionnés et a participé à leur organisation tant que tout allait bien, mais n'en a soutenu plus parlé dès que Berne est intervenue pour les interdire".

On peut enfin noter que d'autres types d'actions risquent encore d'apparaître en marge de l'USP, que ce soit "sur sa gauche" ou "sur sa droite", à l'exemple du triple refus référendaire à Fribourg (fusion des communes, agrandissement de l'Université et impôt sur les véhicules à moteur) : le lancement des référendums par des paysans a clairement été défini comme une forme de protestation contre la situation de la population agricole.

Certaines sections de l'USP sont extrêmement combattives, notamment dans le canton de Fribourg, et n'attendent pas le feu vert de la direction centrale pour passer à l'action si elles l'estiment nécessaire.

"Nous n'avons pas de divergences de fond avec l'USP, mais des divergences sur les moyens", a déclaré Raymond Chaparrat, le secrétaire général de l'USP, lors de la conférence de presse qui a suivi la marche sur Berne du 15 novembre. Il est à souhaiter que la politique que l'USP entend mener ces prochains mois ne la conduise pas à un rapprochement avec les méthodes de l'USP au détriment de la volonté de sa base paysanne. ●

1) Boule de Neige No 7, février-mars 1974, "Journal régional pour un débat populaire, paraissant le plus souvent possible", case postale 15, 1349 Penzance. Abonnement 10 ou 20 francs, au CCP 10-13142.

Les paysans suisses bougent

ESSAI DE REUNIR QUELQUES DATES SUR LES LUTES PAYSANNES

■ Le paysan individualiste, isolé, qui sait mal se défendre, existe encore trop souvent. Mais des paysans organisés et combatifs, des actions parfois violentes, souvent pleines d'humour, en existe aussi, même en Suisse. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons tenté d'en réunir un certain nombre.

Il est évident que la résistance paysanne à la politique fédérale ne se limite pas à ces formes d'actions, et il ne nous est par exemple pas possible de citer tous les cas où des paysans se sont re-

trouvés au tribunal en face des autorités pour des conflits concernant l'exploitation de leur domaine. De même, il ne s'est guère passé d'année depuis les manifestations de Saxon sans que des tomates finissent dans le Rhône ou que des fraises ou des abricots valaisans subissent un sort guère plus enviable. Enfin l'implantation de places d'armes a toujours et partout provoqué écolères, protestations et manifestations de la part des paysans. ■

7 août 1953, Saxon (Valais) : 4000 producteurs occupent la gare pour protester contre l'importation de fruits étrangers. Le feu est mis à un wagon plein de fruits importés, des peupliers sont touchés sur la route pour empêcher leur transport par camions. L'un de ceux-ci est délesté de ses fruits qui sont répandus sur la route. Une trentaine de personnes sont arrêtées et certaines seront condamnées à des peines allant jusqu'à trente jours de prison avec sursis.

1954, Berne : première grande marche paysanne sur la Ville fédérale, qui réunit plus de 20.000 personnes. Elle sera suivie dans les années 50 et 60 de plusieurs grandes manifestations paysannes à Berne, au cours desquelles le Palais fédéral sera parfois bombardé d'œufs ou de tomates.

1955, Jura : début de la lutte des Français-Montagnards contre la place d'arme prévue par le DME, d'abord pour les blindés, puis pour la cavalerie. Après plusieurs années de lutte, le projet est abandonné (TVB n° 9).

17 novembre 1961, Berne : manifestation pour protester contre le refus du Conseil fédéral d'accorder en entier l'augmentation du prix de base du lait revendiquée par les producteurs. Elle réunit 30 à 35.000 paysans. Des autobus sont arrêtés, des barages dressés dans certaines rues, et la police intervient devant le Palais fédéral pour disperser les manifestants à coups de gaz lacrymogènes. Des blessés et des arrestations. L'UPS a cédé et l'USP, aussi présente à Berne, s'en est lavé les mains !

2 juin 1961, Valais : sur l'ordre du gouvernement valaisan, deux hélicoptères déversent du désherbant sur 20 hectares de vignes "illégalles" pour les racer. Cette action et tout le problème de l'arrachage des vignes en vertu de l'arrêté fédéral du 6 juin 1958 (qui voulait éviter l'extension du vignoble) provoque de violentes oppositions.

1965, Nyon : des paysans barrent la route avec leurs tracteurs pour protester contre la politique des prix.

1965, Suisse alémanique : création du Comité d'action paysan Sempach.

1er mai 1968, Yverdon : 2000 personnes manifestent. Protestation contre la baisse du revenu paysan.

Mars 1972, Fribourg : manifestation à Bellaux.

1er mai 1972 : des "feux de la colère" s'allument en Suisse romande, notamment en Valais, pour affirmer le mécontentement paysan.

Début 1973, Jura : la contrebande de veaux frisons en montbéliards fleurit en Ajoie. Elle est endémique depuis des années le long du Jura (pour protéger la race de Simmenthal, il est inter-



Saxon.



Nyon.



Manifestation contre Denner à Yverdon.



La marche sur Berne du 15 nov.

paysans: LE LAIT DEBORDE



NOUS AUSSI

Moudon : on boit les échantillons de lait.



dit de passer librement du bétail de France en Suisse, et la race frisonne est une bonne laitière et les veaux ne coûtent que 250 à 350 francs en France alors qu'ils valent 1000 à 1500 francs en Suisse).

25 janvier 1973 : Denner baisse les prix de certains produits agricoles indigènes de 30 pour cent, donc vend à perte (par exemple : 85 centimes le litre de lait). L'UPS proteste contre le mépris du travail paysan et contre la duperie que cette baisse cache ("les consommateurs paient exorbitamment par des prix surfaits sur d'autres marchandises des actions spéculatives qui obligent les jeunes paysans à désertir la terre", explique un tract de l'UPS).

150 paysans à Fribourg, 200 à Montier et 300 à Yverdon protestent devant ou dans les magasins Denner. "Ces jours-là c'est l'aveuglement ! Si vous continuez, nous serons violents !"

7 août 1973, Saxon : environ 1000 paysans, dont des délégués de Berne, Vaud, Fribourg, commencent le singulier anniversaire de l'occupation de la gare. Le soir, des feux s'allument sur les collines autour de Saxon.

15 novembre 1973, Berne : des milliers de paysans (12.000, 20.000 ?) marchent sur la Ville fédérale à l'appel de l'UPS et du Comité national de défense paysanne. On peut y lire des slogans aussi contradictoires que "Pas d'ouvriers, entrepreneurs" et "Vive l'alliance du marteau et de la faucille" ou "Ouvriers, paysans, solidarisés".

Décembre 1973, Fribourg : lancement de trois référendums par des paysans (contre l'agrandissement de l'Université, l'augmentation de l'impôt sur les véhicules à moteur et la loi sur la fusion des communes). En mai, lors de la votation, le peuple oppose trois "non" à ces projets.

17 décembre 1973 : les nouveaux arrêtés du Conseil fédéral sur les prix agricoles, qui ne répondent pas aux revendications paysannes, provoquent une colère généralisée et vont être à l'origine de toute une série d'actions directes.

Début 1974 : la guerre du lait.

L'introduction progressive depuis le 1er mai 1973 d'un nouveau système de contrôle et de paiement du lait selon le nombre de germes qu'il contient (voir encadré) soulève la colère des paysans. L'UPS appelle au boycott des analyses, qui s'étend dans tout le pays.

4 janvier 1974, Fribourg et Moudon : sequestre d'échantillons par des commandos motorisés.

7 janvier, Neuchâtel : manifestation pacifique, refus des contrôles.

7 janvier, Spiez et Bienna : boycott des contrôles, échantillons séquestrés et détruits.

7 janvier, Fribourg : plusieurs centaines de paysans manifestent après avoir constaté la non application de l'augmentation des prix sur les places de réception du bétail de boucherie, et refusent énergiquement le contrôle du lait en manifestant le même jour devant l'école d'agriculture à Grangeneuve.

8 janvier : les contrôles sont suspendus dans les cantons de Fribourg et de Vaud.

8 janvier, région de Spiez : des paysans de Seligen, Wimmis et des environs de Thônne se regroupent au laboratoire d'analyse pour boycotter les contrôles.

9 janvier, Oberthal (Berne) : 1500 agriculteurs protestent contre les prix et le contrôle du lait. Ils décident le boycott des contrôles.

15 janvier, Emmen (Lucerne) : le Comité d'action Sempach demande la suspension du contrôle du lait, faute de quoi ses membres s'empareraient des échantillons.

21 janvier, Bâle-Campagne : une vingtaine d'agriculteurs s'emparent d'échantillons de lait.

24 janvier, Rothenthurn : plus de 150 agriculteurs du canton de Schwytz décident de refuser le prélèvement des échantillons. →

Fin janvier : les analyses sont suspendues en Suisse romande et à Berne.

28 janvier : le Conseil fédéral exige que le contrôle et le paiement du lait "selon ses qualités" reprenne partout à partir du 1er février.

2 février, Anet (Berne) : le Comité national de défense paysanne, dont l'UPS fait partie, conclut une trêve momentanée et accepte d'entrer en pourparlers.

Dès le 10 janvier 1974 : la guerre du purin.

À la suite d'un article de Pierre Arnold dans *Construire* attaquant les revendications paysannes, les sections vaudoise et fribourgeoise de l'UPS décident, pour protester, de refuser le purin produit par l'élevage industriel de porcs de Chesalles-sur-Moudon (Optiporc, propriété de la Migros, 7000 porcs "produisant" de 30 à 50.000 litres de lixivier par jour, lixivier accepté auparavant par les paysans des environs sur leurs champs). Un "Appel aux paysans" est placardé dans la région de Moudon-Romont pour leur demander de refuser l'épandage du lixivier. Les fosses d'Optiporc (qui peuvent contenir 40.000 litres de purin au lieu des 6 millions de litres prévus par les normes légales) menacent bientôt de déborder.

16 janvier, Guin : la porcherie lixivie du purin à un paysan solognois. Des militants de l'UPS interviennent, empêchent d'autres livraisons et convainquent leur confrère de refuser ce purin.

17 janvier, Chesalles : 300 à 400 agriculteurs demandent à Arnold de se rétracter publiquement... Une surveillance du niveau des fosses s'établit, les paysans admettent qu'on enlève le trop-plein pour éviter de polluer l'eau de la région, ce surplus sera épandue sur les propriétés de la Migros.

18 janvier, Lausanne : rencontre entre le Comité directeur de l'UPS et la direction d'Optiporc.

21 janvier : le comité vaudois de l'UPS rencontre Pierre Arnold.

6 février : en première page de *Construire*, Arnold dit "Oui au dialogue" et fournit d'autres données (celles concernant les paysans de montagne) que dans son premier article.

21 février, Lucens : la commune de Lucens porte plainte, Optiporc venant épandre son purin dans une gravière, ce qui est interdit par la loi sur la protection des eaux. La gendarmerie reçoit l'ordre de faire cesser l'épandage, Migros estimant que le transport de son purin au Signal de Bougy ou en Suisse allemande coûtait trop cher...



12 mars à Lucerne, UPS. Conférence à Genève, M. Pierre Arnold.

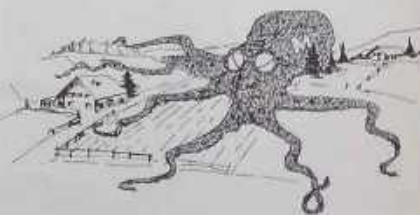
1974

Dans la MMM.. jusqu'au cou!

20 mars, Chesalles : un agriculteur qui avait installé une conduite de purin entre Optiporc et son domaine est victime d'un sabotage. Les tuyaux sont arrachés et rendus inutilisables. Les sections vaudoise et fribourgeoise de l'Union des producteurs de désolidarisme de cette action.

Débat 1974 : floraison des marchés libres.

Pour montrer la réalité des prix, viande, pommes de terre, oeufs, légumes sont vendus aux prix payés aux paysans, sans que les intermédiaires fassent le marché, pour démontrer les marges que prennent les truifs. Le lait est distribué gratuitement. Rencontre des travailleurs de la terre et des travailleurs salariés, réflexion entamée sur les conditions du marché de l'alimentation, voilà les buts et les résultats des marchés libres.



25 janvier : première "vente sauvage" de viande, Le Locle.

9 février : Fribourg, quartier populaire de Villars-Vest.

22 février : Cossonay et Payerne.

23 février : Penthalaz, Delémont, Romont, Moudon.

2 mars : Bulle.

9 mars : Bonens et Châtel-St-Denis.

16 mars, Montéty (Lausanne) : le marché libre est interdit par la Municipalité, qui invoque l'ordonnance fédérale sur le contrôle des viandes. Les autorités ont mis du temps pour s'apercevoir du "Danger".



Marché libre à Villars-Vest (Fribourg).

FOTOLIB, Armand Dhana.



Préparation de la viande pour le marché libre de Remens.

FOTOLIB, Maria del Curro.



Fribourg 1974 : des paysans au cortège du 1er mai.



Nuit du 4 au 5 janvier 1974 : violence paysanne ? Plastrage du centre commercial Migros d'Avey-sur-Matran (50.000 francs de dégâts) et tentative d'incendier une pompe à essence Migros à Villars-sur-Glâne. Ces actes sont attribués aux paysans, et même par certains à l'UPS. Celle-ci s'en désolidarise et le juge d'instruction de la Sarine indique que l'enquête n'a pas fourni de preuves allant dans ce sens.

13 janvier, Romont : le docteur Lang, président de la paroisse, interrompt le sermon d'un Capucin à la Collégiale. Ce dernier évoquait le malaise paysan. Réaction de tous les paysans de la région, qui sabotent le commerce de tissu de Jean-Louis Pache, qui accompagnait le Dr. Lang, et prennent parti pour les Capucins contre la bourgeoisie de Romont.

15 janvier, Neuchâtel : "Créez la pénurie sur le marché" demande un avis envoyé aux paysans neuchâtelois par la Fédération laitière neuchâteloise et par la Société cantonale d'Agriculture de Neuchâtel. Elles concèdent à leurs membres et aux autres paysans suisses de lutter sur le plan économique en réduisant leurs achats de fourrages, de machines agricoles, d'engrais et de produits antiparasitaires.

18 janvier : le Comité directeur de l'UPS décide le blocage des contrats de culture de betteraves sucrières (la production étant contingente en fonction de la capacité de production des deux sucrières suisses, le paysan doit conclure un contrat avec la Confédération pour les surfaces qu'il a l'intention de cultiver en betteraves), tant que les prix minimum et l'extension de la superficie des plantations ne sont pas acceptés par le Conseil fédéral. A Anet, 300 paysans se déclarent d'accord avec cette action. Elle se termine le 5 février.

21 janvier, Wichttrach (Berne) : manifestation de 300 paysans contre les prix, notamment des céréales.

8 février, Lucerne : 4000 paysans de Suisse centrale manifestent au stade de l'Allmend contre la politique agricole de Berne, dont le représentant est copieusement sifflé par l'assemblée.

25 avril : le Conseil fédéral relève les prix des produits agricoles de 7,5 pour cent en moyenne. L'UPS s'estime satisfaite, pour autant que l'importation de viande cesse tant que la production indigène n'est pas écoulée. L'UPS, elle, constate que le Conseil fédéral a cédé sur les produits dont on manque déjà, alors que le prix du lait continue à ne pas couvrir les frais de production (hausse de 5 centimes par litre, alors que l'UPS en demandait 6 et l'UPS 10). Le Comité national de défense paysanne demande au Conseil fédéral, après ce premier pas, de réviser l'ordonnance sur l'agriculture, de combler le retard sur les salaires paritaires et d'indexer les frais de production agricole.

L'annonce des mesures fédérales a fait tomber une partie de la tension, mais de nombreux paysans se demandent si elles ne sont pas qu'une manœuvre destinée à calmer leur colère et si elles vont réellement se traduire dans les faits. Ils sont prêts à reprendre la lutte si les promesses ne sont pas tenues.

MARCHÉ LIBRE

POURQUOI UNE INTERDICTION ?

■ Après de nombreux marchés libres dans toute la Suisse romande, celui du quartier de Montilly, à Lausanne, amoné pour le 16 mars, a été interdit par la Municipalité. En réponse à cette mesure, une pétition circule dans le quartier et recueille en quelques jours 500 signatures. Un tract distribué par les organisateurs du marché, le groupe *Tribune populaire* de Renens et des paysans de l'UPS, proteste contre cette décision et tente d'en expliquer les raisons :

"[...] Après Renens, nous avons décidé d'organiser un marché libre identique avec des habitants du quartier de Montilly. Pour ce faire, nous avons envoyé une demande d'autorisation à la police du commerce. Lundi 11 mars, les responsables de l'autorisation sont convoqués par la police : c'est Deppen, municipal de la police, qui s'est dérangé en personne pour apporter la réponse :

— il est interdit de vendre de la viande même périmée à cause d'un règlement sur l'hygiène ;

— il est interdit d'employer un haut parleur et de faire de la musique ;

— l'emplacement de Montilly est refusé, car il y a à Lausanne des rues "spécialement réservées au marché ordinaire."

Trois interdictions pour un seul marché libre, c'est tout de même beaucoup ! En fait, ces raisons administratives ne sont qu'un prétexte à l'interdiction des marchés libres. Tout d'abord, la viande que nous vendons est d'excellente qualité. Le gémme abattu est contrôlé par un vétérinaire, elle est préparée par un boucher professionnel avant d'être emballée sur place chez les paysans. Si le problème de l'hygiène intéresse M. Deppen, il n'a qu'à aller faire un tour à la porcherie industrielle de Chesillo-sur-Moudon. Dans cette porcherie Optiparc qui appartient à la Migros, les porcs sont entassés à 140 par écurie (il y a de la place pour 70...) ils attrapent fréquemment des maladies, ils sont engraisés artificiellement aux hormones... Cela, c'est la viande que nous achetons tous les jours, souvent colorée, engraisée aux hormones, congelée, et bien sûr toujours plus chère ! D'ailleurs un porc où est la viande aujourd'hui, il faut souvent se contenter de produits moins chers, là où les polyphosphates sont rois.

Ce n'est pas par hasard que nous avons décidé de faire un marché libre à Montilly. Plusieurs habitants du quartier en avaient déjà discuté dans leur famille, dans les réunions et avec d'autres habitants du quartier. Faire un marché libre, c'est une occasion de parler entre travailleurs de la terre et travailleurs salariés, de sortir de chez soi et d'avoir une discussion entre habitants sur un problème que nous avons tous en commun : la vie chère.

Et quand M. Deppen nous propose :

APPEL À TOUS
MENAGÈRES, OUVRIERS,
EMPLOYÉS, RETRAITÉS, PAYSANS.

CONTRE LA VIE CHÈRE

MARCHÉ LIBRE

VENTE DE LÉGUMES ET DE VIANDE
AUX PRIX
PAYÉS PAR LES TRUSTS ET L'ÉTAT
AUX PAYSANS.

NOUS NE SOMMES PAS RESPONSABLES
D'UNE ÉCONOMIE
QUE NOUS NE DIRIGEONS PAS.

RENENS
TERRINS TL

LAUSANNE
MONTILLY

SAMEDI 8 MARS DES 19:30 SAMEDI 16 MARS DES 19:30

ORGANISÉ PAR TRIBUNE POPULAIRE - CASE PORTALE DE RENENS

"Allez faire votre marché au Grand-St-Jean, au centre de Lausanne", nous ne sommes pas d'accord. Nous voulons d'abord nous connaître et discuter la ou nous vivons, dans notre quartier, pas ailleurs."

Tribune populaire.

"[...] L'interdiction du marché libre dans le quartier populaire de Montilly vise à limiter l'action de tout son sens.

Nous, paysans, nous refusons d'organiser le marché libre aux côtés et aux heures de marchés habituels de Lausanne. Nous ne voulons pas nous poser en concurrents des marchands et des petits charcutiers de campagne qui sont des producteurs comme nous !

De plus, perdus au milieu de la ville, nous ne pouvons plus compter sur la solidarité de dizaines d'habitants que nous pouvons servir et même inviter à la campagne, puisque nous savons où les trouver dans leur quartier. L'idée d'établir des liens continus entre les paysans et les habitants de quartiers populaires ne peut être que renforcée par cette interdiction [...]. ■

Des paysans de l'UPS.



LAIT Les germes de la colère

Quelques exemples de contrôles

● La nouvelle réglementation sur le contrôle du lait a été l'un des détonateurs de la colère paysanne cet hiver. Dès le 1er mai 1973, avec "valeur d'essai à blâmer" puis dès le 1er novembre 1973, avec application effective, un nouveau mode de contrôle et de paiement à la qualité a été imposé par les autorités fédérales. Les paysans ne s'opposent pas au contrôle en lui-même (qui existe déjà depuis longtemps et qui assure un lait de qualité pour les consommateurs), mais à un système qui, pour eux, n'est qu'une nouvelle façon déguisée de diminuer les prix payés aux producteurs, sans pour autant que ces prix laissent à la consommation, au contraire.

Ce nouveau système prévoit que des déductions sont effectuées sur le prix du lait payé au paysan dès que les contrôles décèlent plus de 80.000 germes/ml. La retenue est de 0,5 centime par litre pour une teneur de 80.000 à 200.000 germes/ml, et de 0,3 centime au-delà de 200.000 germes. En outre, des déductions de 1 centime sont opérées selon la teneur en cellules et de 1 centime selon l'odeur, la saveur et l'aspect. Enfin, des sanctions sont également prises à l'encontre de la présence d'antibiotiques.

Le lait est extrêmement riche en matières nutritives. Il s'y dépose en permanence et très rapidement des milliards de germes et de bactéries. Grâce aux progrès de l'hygiène et des soins vétérinaires, les germes dangereux pour l'être humain ont presque entièrement disparu. Il existe depuis longtemps des tests poussés contrôlant la qualité hygiénique et nutritive du lait.

La nouvelle réglementation qui recule le seuil des germes prévoit de contrôler le nombre des germes sans faire de différence, comme auparavant, entre ceux qui sont nuisibles et les autres. Le lait sort sans aucune impureté du pis de la vache en bonne santé. Mais, mis en contact de la boîte, de l'air de l'écurie, il s'y développe immédiatement des milliers de germes, sans que cela présente un danger pour l'organisme, bien au contraire. Des germes sont nécessaires pour une bonne digestion des aliments.

C'est avec ces germes qu'il est possible de faire du fromage.

C'est le nombre de ces germes qui va être contrôlé.

Ces germes ont pour particularité de se développer rapidement : à température ambiante, un germe en produit un autre en 10 minutes.

La présence n'intervient pas dans le développement de ces germes, seuls sont en cause la durée de la traite, le temps de la traite et la température. Ces mesures conduisent à des chocs aussi redoutables que des écarts de 3 centimes par kg, entre la première et la dernière boille remplie lors d'une même traite par le même paysan.

de la colère

Quelques exemples de contrôles

1. Un expert fédéral a pratiqué le test suivant : il a pris 8 échantillons dans la même boille et au même moment. Les 8 résultats s'avèrent différents de milliers de germes.

2. Un paysan qui n'a pas de machine à traire s'est contenté, pendant une semaine, de rincer son matériel à traire. Il a eu moins de 80.000 germes au contrôle.

3. Un autre cas : le contrôleur a lavé soigneusement la machine à traire, caoutchouc, boille, etc. Résultat au contrôle : 240.000 germes.

Le paysan qui, scrupuleusement, lave son lait deux fois par jour est dégoûté par ces méthodes. Il va jusqu'à dire : "Vous voulez du lait propre, d'accord, on met du détergent dans le lait, il n'y aura plus de germes, mais triment plus du tout, vous aurez du lait propre, aussi blanc que du linge lavé avec Radon !"

Extraits de tracts
et de "Boîte de Neige"

Pour tester le sérieux de la nouvelle méthode, lors d'un contrôle dans une société de laiterie vaudoise, les producteurs, au lieu de prélever des échantillons de lait chez vingt d'entre eux, n'en ont pris que chez quatre, qui ont chacun rempli cinq tubes du même lait pour analyser. Les vingt résultats étaient tous différents, alors qu'on aurait dû retrouver quatre groupes de cinq résultats identiques.

D'après "Terre romande"

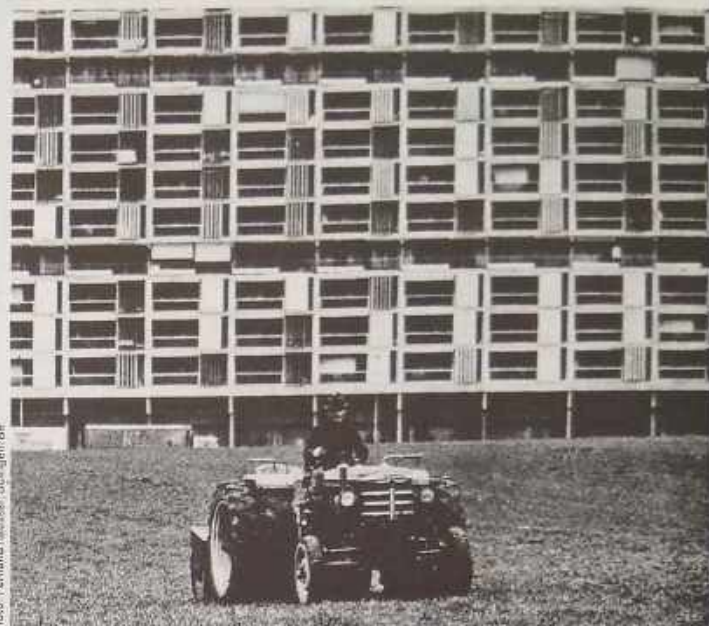
A qui profite le contrôle ?

Ces nouvelles techniques de contrôle exigent la mise en place de nouveaux équipements et plus de personnel. Le coût de l'opération est évalué à 10 millions de francs suisses.

Cette qualité du lait sera, une fois de plus, à retenir de l'argent au producteur. Il n'y aura pas de différence pour le consommateur. Il paiera son lait le même prix qu'il contenait 0 ou 200.000 germes.

Ces contrôles ne vont pas améliorer la qualité du lait. Ils vont seulement décourager encore plus certains paysans et les amener à abandonner toute production laitière.

Les paysans pensent que c'est bien là le but que cherchent les autorités : en diminuant la production suisse, on pourra importer davantage, à des prix plus bas, ce qui permettra finalement une plus grande marge bénéficiaire pour les grandes chaînes d'alimentation... ●



DES ELEVEURS A LA CHAÎNE ET DES JARDINIERS FONCTIONNAIRES

■ Des solutions aux problèmes de l'agriculture ? Les technocrates en proposent : rationalisation, spécialisation, concentration ; donc réduction de la main d'œuvre et du nombre des exploitations.

Ils avancent des chiffres (1) : 1500 exploitations doivent disparaître chaque année jusqu'en l'an 2000. Pendant cette période, la population agricole diminuera de 5 à 6000 actifs par an.

C'est l'avenir, mais c'est déjà le présent, l'agriculture prise dans les impératifs de la logique du capital a déjà procédé à des transformations de structures très étendues. De 1955 à 1970, la main d'œuvre a diminué de moitié, un tiers des exploitations a disparu. Les petites unités en ont fait les frais, les moyennes sont maintenant dans le collimateur. Le plan du capital pour l'agriculture qui a commencé à s'esquisser il y a plusieurs années déjà, s'avère être douloureux pour une bonne partie de ceux qui sont traditionnellement rattachés à la terre.

Mais quelle est cette logique ? Succinctement : le grand capital est en train d'étendre sa sphère de domination à une partie de l'agriculture, secteur resté jusque là largement arriéré, de la rentabiliser pour l'inté-

grer à plus long terme dans l'Europe verte. Ces objectifs se concrétisent en deux axes de développement :

1) Une agriculture très mécanisée, avec de grandes exploitations, essentiellement productrices de céréales. Ce seront les paysans riches, et les industriels qui mettent leurs domaines en fermage, qui survivront dans ce secteur.

2) Une production agricole intensive, industrialisée (élevage intensif de porcs, poulets, etc.), nécessitant peu de terre, mais des investissements financiers considérables. La viticulture et les exploitations maraîchères, extrêmement rentables même sur des surfaces très réduites, peuvent être assimilées à cette catégorie.

Cette restructuration de l'agriculture nécessitera des capitaux considérables, pour l'achat de nouvelles terres, les équipements

PART DE LA POPULATION AGRICOLE DANS LA POPULATION ACTIVE

1950	20,7%
1970	7,6%
2000	4,2% prévus.

Entre 1950 et 1970, cela signifie que 12.850 personnes ont abandonné l'agriculture chaque année.

(1) Perspectives de l'évolution de l'agriculture suisse. Groupe de travail des études prospectives, dirigé par le professeur F. Krieschauer (en collaboration avec le Secrétariat des paysans suisses, donc avec l'UPS).

LA BAISSÉ DU REVENU PAYSAN				
Indice 1948=100	1952	1953	1954	1955
Prix des produits (payés au producteur)	129,8	137,1	143,3	ave. 148
Moyns de production (fruits de production)	189,5	201,9	215,4	ave. 204

et les améliorations foncières, les machines, les constructions nouvelles, etc. En effet, selon le "groupe Kniss-haerek", il faudra compter en moyenne 600.000 francs par exploitation (soit 27 milliards au total, aux prix 1970) pour restructurer chacune des 45.000 exploitations qui subsisteront en l'an 2000. "Réparés sur 30 ans, ces investissements s'éleveront à 900 millions par an. Si les pouvoirs publics en prenant un tiers à leur charge, les agriculteurs devront investir environ 600.000 millions chaque année". On imagine aisément qui se retrouvera parmi ces 45.000 heureux élus de l'an 2000...

Voilà pour la partie rentable de l'agriculture, où toute une partie de la bourgeoisie s'est découvert un nouveau fief.

Mais ces projets appétissants entraînent quelques conséquences pour le moins problématiques.

La politique des prix que le Conseil fédéral a appliquée ces dernières années a comme objectif de favoriser cette restructuration, d'encourager la production des cultures et de la viande, et de freiner la production laitière. Ceci était particulièrement évident lors

de la fixation annuelle des prix en décembre 1973. Cette politique favorise très unilatéralement les gros paysans et néglige surtout les paysans producteurs de lait dans les régions à pâturages, dans les collines présalpines et les montagnes. La réponse ne s'est pas fait attendre : les 12.000 paysans devant le Palais fédéral, le 15 novembre dernier, présentaient un clair avertissement de la dimension politique de la restructuration de l'agriculture. En mai, le Conseil fédéral a dû concéder 5 centimes supplémentaires aux producteurs de lait, quand bien même cette mesure allait contre sa politique structurelle de spécialisation et de rationalisation.

D'autre part, la saignée de certaines régions, où des vallées entières se dépeuplent, risque de menacer l'équilibre écologique en Suisse. C'est bien connu, des régions laissées en friche pendant longtemps entraînent des changements écologiques importants, et ne seront même plus des zones de détente pour citoyens excédés, en quête de repos. Grave menace aussi pour les promoteurs d'aménagements touristiques. C'est pourquoi, depuis peu, on parle de plus en plus souvent de la fonction sociale et écologique de l'agriculture.

Mais la bourgeoisie est prévoyante : une commission d'experts fédéraux est au travail et doit présenter cet été des propositions pour adapter la loi sur l'agriculture. Cette loi sera prête dans trois ans peut-être, mais c'est maintenant que se font les choix ! Et c'est maintenant que la NZZ, organe radical



du grand capital suisse allemandique publie assez régulièrement depuis quelques mois des articles de fond sur la question...

L'orientation qui se dessine très nettement pour l'avenir de la politique agricole est l'introduction d'une distinction entre la politique des prix et la politique des revenus. Cette distinction permettrait, en plus du prix payé en fonction du volume de la production, d'introduire des paiements directs aux agriculteurs ("paiements compensatoires"), indépendants de son volume de production. Les prix seraient ainsi de plus en plus exclusivement liés au jeu de l'offre et de la demande, alors que la protection du paysage deviendrait un service public rémunéré.

Cette idée, combattue par la quasi-totalité des paysans, est en revanche soutenue autant par la NZZ que par la Migros, dont un éminent représentant (2) vient de faire paraître un véritable plaidoyer pour les paiements compensatoires.

Ainsi, pour s'approprier les secteurs rentables de l'agriculture, la bourgeoisie fait appel à l'Etat, pour créer un nouveau statut de "jardiniers-fonctionnaires" pour zones de détente, livrant à ses représentants paysans les bénéfices d'une "super-production" agricole établie sur l'exode forcée de la petite paysannerie vers les centres urbains. ●

2) Albin Holmann, conseiller aux Etats de l'Alliance des indépendants : "Berglandwirtschaft, gestalten statt verwalten", Verlag Leo Baehr, Zurich 1974.

dans la ville.

M. Fauchère (syndic) poursuit sa propagande, parle d'organiser des cars pour la visite de la caserne de Drogneus (mais non de discuter avec les habitants de Drogneus qui en ont gros sur la patate), et va même jusqu'à laisser entendre que l'armée fait oeuvre de salut public, car les fermes de Valarêt se déclarent, paraît-il.

Tel n'est pas notre point de vue. Si représentative que soit cette commission, l'implantation d'une caserne est l'affaire de tous, des paysans chassés de leurs terres d'abord, mais aussi de tous ceux qui habitent dans une ville qu'ils n'ont pas envie de voir étouffée par une caserne et tout ce qui s'ensuit (voir Bière, Drogneus, etc.)

"Bonds de Neige" No 6

L'autisme dernier, pour pouvoir débattre des projets de l'armée, s'organise et exprime leur point de vue, le CODIME et la famille Butkhofer ont organisé une journée "ferme ouverte", au cours de laquelle la population de Moudon et des environs est venue en foule.

Actuellement, le résultat de cette opposition manifeste à la caserne est que l'armée s'en moque, une fois de plus, et qu'elle a commencé de construire la caserne autour de la ferme des Butkhofer ! Ceux-ci seront-ils contraints une deuxième fois de quitter leur terre? En tout cas, l'armée montre, là encore, le profond mépris qu'elle a des travailleurs de la terre et sa préférence à voir fleurir les ubus, la ferraille et les galots.

Action catholique agricole et rurale

Si nous publions ce manifeste de l'Action catholique agricole et rurale (ACAR) et son introduction rédigée par ce groupe chrétien, c'est que l'ACAR représente une tendance ayant une forte influence au sein des paysans en lutte les plus radicalisés, et qu'elle est souvent même à la pointe de ces luttes, que ce soit contre l'armée ou contre la politique agricole fédérale.

■ La parole de Dieu est semée dans le monde aujourd'hui comme toujours. Mais l'Eglise qui naît de cette semence porte l'empreinte du terrain humain dans lequel elle germe. Ainsi l'Action catholique agricole et rurale (ACAR) en Suisse romande: une communion de paysans, une soixantaine d'équipes de cinq à dix personnes et beaucoup de sympathisants. Ils agissent ensemble pour se mettre debout et pour bâtir les conditions de leur avenir.

L'ACAR n'est pas une institution, mais un mouvement à caractère populaire. Il fon-

de son action sur sa confiance en l'homme et sur la certitude que les plus opprimés ont à être les artisans de leur propre libération. Il veut exprimer une parole chaque fois que la situation l'exige comme un témoignage collectif.

Ainsi, confirmant les analyses faites sur l'armée et le revenu agricole, le mouvement est amené à rejeter le capitalisme, non pour privilégier tel autre système, mais pour inviter les paysans à inventer avec tous les autres hommes un autre type de société et de rapports sociaux, plus conformes à l'Evangile.

Ce manifeste de l'ACAR a été élaboré en l'hiver 1970-71. Il reste valable dans le fond, mais aujourd'hui la position des paysans n'est encore durcie, car l'armée continue son invasion, malgré la promesse formelle du chef de l'agriculture du canton de Fribourg de ne plus céder un mètre carré à l'armée. Simplement, l'armée le fait sous le couvert d'intermédiaires qui achètent les terrains, destinés à des usages militaires. ■

MANIFESTE

S'il est un fait marquant dans l'évolution du canton, plus particulièrement du district de la Glâne c'est bien l'implantation croissante de l'armée.

- en 1963 l'armée possédait 426 ha dans le canton
- en 1970 l'armée possède 1345 ha.

Quand toute une population est concernée par ce phénomène de l'emprise de l'armée, l'ACAR se demande comment cette population réagit. A travers quelle indifférence, quel découragement, quelle révolte ou quelle prise de conscience, quelle solidarité?

L'ACAR après avoir réfléchi avec tous ses membres invite tous les chrétiens à s'interroger dans la foi et à ouvrir leur réflexion jusqu'au problème de la paix dans le monde.

Les hommes ne sont pas respectés

"Il doit exister un plan d'extension militaire sans que le canton de Fribourg. Les citoyens fribourgeois sont tenus à l'écart et dans l'ignorance de ce plan.

- Où est le droit à une information vraie?
- Quand on assiste à cette emprise de l'armée sans qu'il y ait eu au préalable une consultation auprès des gens et des organismes concernés on se demande:
- Où est la participation?
- Quand le DMF (Département Militaire Fédéral) achète, il traite individuellement avec chaque propriétaire de terrain et agricole et grignote les domaines. Il force la main et va jusqu'à exécuter du chantage: "Si vous ne vendez pas maintenant, on vous expropriera après et vous re-

cevez moins".

Il pratique la spéculation; on comprend dès lors que les agriculteurs sans défense démissionnent et se découragent.

Certains agriculteurs autour de toute part par l'armée sont inquiets et se révoltent. Ils se demandent quand ce sera leur tour. Et quand on sait que certaines communes sont en train de vendre on se demande:

Quel avenir prépare-t-on à l'agriculture dans une région à vocation essentiellement agricole?

"Quand on répond des bruits mensongers "Ils sont bien payés", "L'armée fait sure la rigion", "Le Conseil d'Etat est vigilant".

"Où est le respect de la vérité?"

"Si nous nous reprenions de l'effort considérable déployé ces dernières années par tant d'hommes et tant d'organismes pour le développement du district et du canton, nous craignons que ces efforts, à long terme, soient voués à l'échec par la présence de l'armée qui fait fuir le tourisme et l'industrie et qui ne payent pas d'impôts aux communes et au canton les occupants.

Où est le vrai développement dont parle tant d'hommes politiques?"

Les droits à l'information, à la participation, à la justice, au développement, à la vérité, font partie intégrante de la personne humaine. S'attaquer à l'une ou l'autre de ces valeurs c'est s'attaquer directement aux personnes. Nul n'a le droit de passer outre.

L'ACAR partage l'inquiétude et la souffrance des hommes

- quand ils perdent leur outil de travail -

L'ARMÉE VEUT LE CHASSER DE SON DOMAINE

IL OUVRE SA FERME A LA POPULATION



ET ORGANISE UNE JOURNÉE FERME OUVERTE

■ "En novembre 1972, nous avons soudainement appris que l'armée projetait d'implanter sur notre commune une place d'armes de 76 hectares et qu'elle voulait pour cela acheter trois domaines agricoles à Vabercr, sur les communes de Moudon, Syens et Vuillens.

C'était pour nous toute la surprise. La population de Moudon n'avait jamais entendu parler de ce projet-là. L'armée, le syndic, quelques municipaux avaient mené l'affaire dans le plus grand secret.

Mais ils se sont heurtés à un refus. L'un des agriculteurs, M. Butkhofer, ne veut pas vendre. Il a déjà dû démolir de Drogneus (Romont) à Moudon, il y a deux ans, à cau-

se de l'armée! Il entend rendre la chose publique et alerte la société de laiterie de Moudon. Celle-ci, à l'unanimité, prend position contre le projet et écrit au "Journal de Moudon". Du côté des municipaux, c'est l'at-follement. Ils bloquent la parution de la lettre et convoquent en toute hâte une assemblée générale extraordinaire du Conseil communal pour information. Malgré eux, l'affaire entre dans le débat public.

De quel côté la démocratie

A la suite de l'action de la société laitière, les conseils généraux de Syens et de Vuillens s'opposent à la caserne. Peu après, un certain nombre de citoyens se groupe en un Comité pour la défense des intérêts de Moudon et environs

(CODIME), dont le but est de "sauvegarder non pas les intérêts particuliers à court terme, mais avec réalisme les intérêts de nous tous qui vivons là et qui avons le droit de donner notre avis sur ce qui marquera notre avenir". Le CODIME lance une pétition qui recueille 680 signatures. C'est à cette époque que le "Journal de Moudon", ferme ses colonnes "à tout article concernant la construction d'une éventuelle place d'arme", "pour éviter le ton de polémique que représente un échange de vues" et "afin que la Commission extraparlamentaire puisse travailler normalement".

L'armée, pour sa part, organise pour la première fois en septembre une école de sous-officiers sanitaires à Moudon, comme pour habituer la population à leur présence

la terre.
 - quand ils soient disposés ou capables de potentiel économique qui les fait vivre ainsi que toute une région.
 - quand ils soient disposés les richesses de la nature et de tout l'environnement que l'on reconnaît par ailleurs indispensables.
 - quand la promotion inerte des uns repose sur la dispersion certains des autres.

Toutes ces questions humaines ne peuvent se résoudre seulement à prix d'argent. Il y a de biens nécessaires aux hommes qu'aucun indémêtable ne peut compenser : l'enracinement dans un pays, les liens familiaux et sociaux, la qualification professionnelle, les projets d'avenir, l'amour d'un pays attachant.

Certes, la situation n'est peut-être pas encore si catastrophique, mais, qu'en sera-t-il demain si personne ne réagit. Nous faisons nôtre les craintes du Grand Conseil fribourgeois qui disait en novembre 1968 que Romont "du fait de la situation de la place militaire si proche de sa zone industrielle ressentira très certainement un ralentissement de son développement".

Nous demandons

Sachant que les liens fraternels ne peuvent se lier que dans la recherche de la vérité et à travers le dialogue, dans le refus du mépris et de la haine nous demandons :

- aux agriculteurs de réfléchir avant de vendre, de penser aux générations à venir.
- aux autorités si elles connaissent les projets du DMF sur le canton et comment elles entendent promouvoir le développement dans ces conditions.
- au monde ouvrier et aux milieux indépendants s'ils ont pris conscience qu'une place d'armes dont le périmètre ne cesse de s'accroître, en supprimant une agriculture dynamique, asphyxie le tourisme et l'économie de tous les environs.

- à chacun de s'informer, d'informer, de s'engager pour que la terre de chez nous soit utilisée pour la vie et le bonheur de chacun.
- à tous les hommes de reconnaître la priorité de la personne plutôt que le profit de quelques-uns qui sous le couvert d'une impérieuse nécessité de défense nationale utilisent les plus faibles.

au moment où la conscience humaine progresse dans le sens de la paix, nous sommes consternés de voir notre canton livré à des réalisations d'ordre militaire de manière exagérée.

nous souhaitons voir des réalisations dans le sens de la paix, dans le sens du développement des plus pauvres chez nous et dans le Tiers-Monde. Ceux qui construisent la paix, ce sont ceux-là que Jésus-Christ déclare heureux.

Même si nous sommes peu nombreux à être conscients de ce qui se passe et à être inquiets pour l'avenir de cette région, nous avons le sentiment que c'est notre devoir de réagir ainsi et qu'en le faisant nous répondons à la volonté de Dieu sur la création et à l'attente des agriculteurs qui ne demandent qu'à rester sur leurs terres et à les travailler.

"La lune c'est plus important que l'engrais..."

RECONCILIATION AVEC DES AGROBIOLOGISTES

L'agriculture biologique, nous ont dit des paysans. "on ne peut pas s'y lancer car, pour nous, cela signifie une baisse de rendement".

Les agrobiologistes que nous avons rencontrés parlèrent d'une autre manière, moins de résignation, peut-être, et la conscience de faire une expérience exemplaire. "Il faut que les paysans comprennent que leur seul capital c'est la terre, et que s'ils continuent à jouer avec l'engrais, c'est fini, et pour leur terre, et pour eux".

Bien sûr, avec l'agriculture chimique, il y en a qui s'en sortent et s'en mettent plein les poches, ils font la rotation blé, maïs, blé, ou, comme disent certains à Genève : blé, maïs, villa... "C'est facile de travailler quand on a de l'argent, ou quand on a des employés qu'on ne paie pas. Avant, on donnait juste le tabac aux commis, ou les exploitait. Après avoir travaillé la terre pendant trente ans, ils ne pouvaient plus changer et chercher un autre emploi".

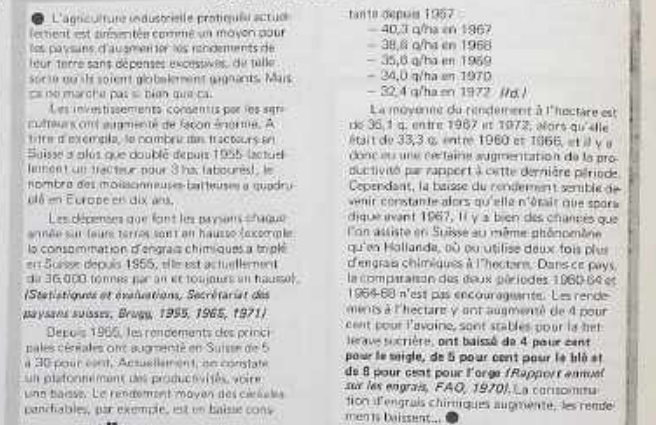
Le petit paysan part avec un handicap. Qu'il ait dix ou cinquante hectares, il lui faut acheter les mêmes machines. L'investissement est le même. Quant à mettre les machines en commun, c'est difficile, car elles sont souvent utilisées au même moment...

"Le petit paysan doit se décarcasser et compter sur lui-même s'il veut s'en sortir. Plus rien à attendre de personne, même pas de l'UPS".

Une agriculture colonisée

"On ne veut pas faire peur aux gens, payer aux alarmistes, mais leur montrer qu'on peut produire autant et de meilleure qualité, en respectant les lois écologiques, donc en préservant notre capital. Et si la majorité des paysans ne se décident pas à partir en agrobiologie, c'est qu'ils refusent d'admettre qu'ils se sont fait rouler, pendant deux générations, par les trusts de la chimie".

RENDEMENT ET COUT DE PRODUCTION



En effet, après la guerre, l'industrie chimique a trouvé dans l'agriculture un débouché pour les résidus de sa production (voir encadré). Cela leur ouvrait un marché formidable. Depuis, on peut parler d'une véritable colonisation de l'agriculture par les trusts chimiques. Leurs représentants sont très forts. Ils vont trouver le paysan le plus déboullardé du village et lui donnent des essais d'engrais à faire sur son champ. Les voisins ne veulent pas rester en arrière...

En effet, au début, avec l'utilisation d'engrais chimiques et la culture intensive, la production augmenta rapidement. Mais le sol s'épuise et seul l'apport de nouveaux produits chimiques permet de maintenir le rythme. Par la suite, la production tendit à stagner et même à diminuer, alors que la consommation des adjuvants chimiques s'accéléra et que des herbicides de plus en plus puissants doivent être utilisés. Pour les paysans, les coûts de production augmentent, et pour les trusts, le bénéfice (voir encadré).

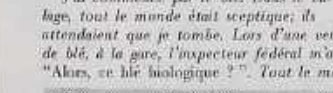
Enfin, la qualité des récoltes et la résistance aux maladies laissent à le blé se couche au moindre orage. De même pour les animaux, "ils naissent malades et tiennent debout à coup d'antibiotiques".

La plupart des agrobiologistes le sont devenus, soit parce qu'ils avaient été intoxiqués, soit parce qu'ils ne voulaient plus être des "empoisonneurs" ou que les maladies avaient détruit leur troupeau ou leurs récoltes.

L'agrobiologie, tout le monde peut s'y mettre

"Volké environ cinq ans que je fais de l'agrobiologie. J'ai repris le domaine familial, on était cinq enfants. Pour racheter le domaine, j'ai heureusement pu vendre une villa que j'avais construite avec un copain.

Mais si j'étais parti en agriculture traditionnelle, j'aurais fait faillite. C'est par hasard que je suis entré en contact avec des agrobiologistes et, comme à cette époque les organes officiels faisaient une grande campagne contre l'agrobiologie, alors je me suis dit qu'elle devait avoir du bon. J'ai commencé par le blé. Dans le village, tout le monde était sceptique; ils attendaient que je tombe. Lors d'une vente de blé, à la gare, l'inspecteur fédéral m'a dit : "Alors, ce blé biologique ?". Tout le monde



Contact : Alexis WAGNER, 28 ch. de Conches, Conches (GE), 022/47.80.54. Ceux qui veulent donner des coups de main sont aussi bien accueillis...

se frotant de ma garde. D'après le contrôle de densité, c'était le meilleur blé du village. Personne n'a pu parler de maïs blé...

Actuellement, j'ai 1,5 hectare de blé, 2 d'orge, 1 d'avoine, 1,5 de pommes de terre et 8 hectares de prairies, avec 10 vaches laitières, 4 chevaux et 4 vaches, qui me fournissent mon compost.

Il ne faut pas partir en biologie d'un coup. Lorsqu'on a laissé la terre un peu se reposer et qu'on veut y refaire de la culture, on repart en biologique. Ainsi, il n'y a pas de baisse du rendement".

Qu'est-ce que l'agrobiologie ?

L'agriculture biologique, c'est revenir à un équilibre naturel que l'agriculture chimique détruit. "On revient à une agriculture traditionnelle; il faut du bétail pour avoir du compost, il faut la rotation des terres, la diversification des cultures". Mais c'est une agriculture post-chimique, parce que beaucoup de techniques ont été améliorées et s'appuient sur une recherche scientifique sérieuse.

Pour certains agrobiologistes, dans les conditions actuelles de la paysannerie, ou tout est fait pour favoriser une agriculture industrialisée et spécialisée, la seule solution, c'est revenir, par réaction peut-être, à une agriculture de type familial sur des domaines de 15 à 20 hectares.

Pour d'autres, au contraire, il est possible d'imaginer une agriculture biologique sur de grands domaines à condition que soient respectées les lois écologiques. L'image de l'agrobiologie mystique et végétarienne n'est plus de mise. "Ce qu'on veut montrer, c'est que la société de profit ne pourra pas continuer à cause des lois écologiques".

Les avantages de l'agrobiologie

Tout d'abord, il n'y a pas d'endettement par l'achat d'engrais et de produits chimiques. Ceux-ci sont remplacés par du compost, qui est le résultat d'une technique de transformation des déchets d'origine animale et végétale en une matière riche en micro-organismes et en humus.

"Le compost, c'est très important, les paysans ne se rendent pas compte de ce qu'ils apportent au compost. Maintenant, ils vendent leur fumier. Le fumier, évidemment, il faut le surveiller; ça donne pas de travail. Alors, ils préfèrent l'engrais chimique. Ils se mettent sur leur tracteur et fonceur".

Pour la protection des plantes contre les maladies, on utilise des méthodes naturelles, en favorisant la prolifération des coccinelles, en sulfatant avec du purin d'orties, en veillant au juste voisinage des plantes. Un des facteurs les plus importants, c'est la connaissance des éléments naturels, des moments favorables pour semer. Par exemple, "la lune, c'est plus important que l'engrais, vraiment c'est gratuit, c'est pour ça qu'on n'en parle pas".

Avec ces méthodes, la production est aussi bonne, sinon meilleure, que chez les voisins "chimiques". Le vétérinaire ne vient presque plus. De plus, comme les produits

sont vendus directement au consommateur, ils sont moins chers et d'une bien meilleure qualité qu'un produit normal à la Migros. D'ailleurs, il y a une telle demande qu'on s'arrête plus à produire assez.

Vendre autrement

La vente directe a un rôle important comme moyen d'intéresser le citoyen aux problèmes paysans, de le rendre attentif à la qualité des produits et à l'urgence à lutter contre les intermédiaires.

"Pour nous, il faut donner la priorité aux points de vente directe. Il faut organiser des marchés libres. Les paysans ont tellement de travail qu'ils ne peuvent s'occuper de la distribution. C'est donc aux citoyens, aux consommateurs d'organiser la vente des produits".

A Lausanne, le GRILL, qui groupe un certain nombre de familles, centralise les commandes par quartiers, téléphone aux paysans et, à tour de rôle, s'occupe d'aller chercher les produits et de les distribuer. "Pour que cela ne devienne pas une grande organisation bureaucratique, il faut que chacun prenne ses responsabilités. Au lieu de faire des parcsours Vita, qu'on vienne nous aider, prendre un peu l'air. Quand des citoyens viennent nous donner un coup de main, il faut tout leur expliquer, ils ne savent pas tenir une fourche, mais ils sont pleins de bonne volonté. Ça nous oblige à discuter, comme ça on est au courant de beaucoup de choses et ça évite de devenir lactaire..."

On pourrait imaginer plusieurs formes de collaboration avec eux, à part la distribution des produits et l'aide dans les champs. Par exemple, organiser un ramassage des débris organiques ménagers; cela permettrait de fabriquer la quantité nécessaire de compost, pour compenser la diminution des troupeaux.

Il faut que les paysans ouvrent leur porte aux urbains, aient la patience de leur apprendre et qu'une collaboration s'établisse.

Il est clair que la culture agrobiologique ouvre aussi de nouveaux débouchés pour les trusts de la chimie et de la distribution. Par exemple, Ciba-Geigy commence à sortir des engrais biologiques. Après avoir tiré toute vie biologique dans la terre, ils élèvent industriellement des vers, des insectes et des coccinelles. Mais "ils créeraient comme les autres, parce que les conditions de survie ont disparu".

La Migros s'intéresse aussi à nos produits. "On vous enverra des techniciens", disent-ils. Ils abaissent un peu les normes, font deux ou trois traitements de moins sur les produits, les vendent plus chers, avec une belle étiquette "Migros-Sano". "Je ne sais pas où ils les prennent, leurs produits biologiques, ils en manque partout".

"Notre force, voyez-vous, c'est la qualité. Quand vous avez goûté un de nos produits, vous ne pouvez plus manger autre chose, c'est comme une drogue... On commence par manger une carotte biologique et on finit par faire la révolution".